

**MAIRIE
de MONTBRISON**

**PERMIS DE CONSTRUIRE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Arrêté n°2024-551-A

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Ville de Montbrison à compter du 21/05/2024

Demande déposée le 03/11/2023 et complétée le 22/02/2024	
Affichage récépissé dépôt de dossier 07/11/2023	
Par :	SAS ECLECTIC AFFAIRES représentée par Monsieur AYNIE Franck
Demeurant à :	3805 ROUTE DE VIVEROLS 42550 USSON EN FOREZ
Sur un terrain sis à :	19 RUE DE LAPLATTE 42600 MONTBRISON 147 AL 521, 147 AL 528, 147 AL 541
Nature des travaux :	Construction de 3 bâtiments d'activités de type industrie

N° PC 042 147 23 M0053

Surface de
plancher : 808,8 m²

Le Maire,

Vu la demande de permis de construire présentée le 03/11/2023 et complétée le 22/02/2024 par la SAS ECLECTIC AFFAIRES représentée par Monsieur AYNIE Franck,
Vu l'objet de la demande :

- pour la construction de 3 bâtiments d'activités de type industrie,
- sur un terrain situé 19 RUE DE LAPLATTE, à MONTBRISON,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le Décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 portant à 3 ans la durée de validité des autorisations d'urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé le 13 décembre 2022 et sa modification simplifiée approuvée le 12 décembre 2023,

Zone : Ue7b,

Vu la ZAC des Granges,

Vu l'avis Favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Loire en date du 14/11/2023,

Vu l'avis d'ENEDIS en date du 22/11/2023,

Vu la consultation de Loire Forez agglomération - Service Économie en date du 07/11/2023,

Vu la consultation de Loire Forez agglomération - Service Voirie en date du 07/11/2023,

Vu l'avis Favorable avec prescriptions de Loire Forez agglomération - Service Déchets en date du 21/11/2023,

Vu l'avis Favorable avec prescriptions de Loire Forez agglomération - Service Cycle de l'eau en date du 17/05/2024,

Vu l'avis Favorable avec prescriptions de Loire Forez agglomération - Service Eau potable en date du 17/05/2024,

ARRETE

Article 1 : Le présent Permis de Construire est **ACCORDE** sous réserve du respect des prescriptions mentionnées ci-dessous.

Article 2 : Les prescriptions émises par Loire Forez agglomération- Services Cycle de l'eau, Eau potable et Déchets, dans les avis ci-joints, devront être strictement respectées.

Article 3 : En application de l'article DG 2.2 et de l'article 6 du règlement du PLUi, applicable à la zone Ue7, les revêtements de façades ne devront pas être de couleurs vives, noires, foncées et blanches et les matériaux utilisés ne devront pas présenter une forte brillance.

Article 4 : Le droit des tiers devra être respecté notamment en ce qui concerne les travaux effectués en limite de propriété ainsi que la récupération des eaux pluviales de toiture qui s'effectuera sur le terrain du pétitionnaire.

MONTBRISON, le 17 mai 2024

**Le Maire,
Christophe BAZILE**



Observations :

Votre projet est soumis au versement de la taxe d'aménagement, part Communale et part Départementale

Votre projet est soumis au versement de la redevance d'archéologie préventive

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques (loi du 27/09/1941, article 14) le pétitionnaire est informé qu'il est responsable de la conservation des vestiges tant mobiliers qu'immobiliers, il devra prendre contact avec la Direction Régionale de Affaires Culturelles.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément aux articles R.424-17 et 18 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.